

ENQUETES ET REPORTAGES

magazine.union@sonapresse.com

"Entrée Massala-PK14" : c'est la croix et la bannière...

SI les travaux de construction de cette route sont aujourd'hui interrompus, c'est à cause du non-paiement par l'État. Ceux-ci ayant été préfinancés par l'entreprise adjudicataire qui attend le règlement par les pouvoirs publics pour terminer le chantier.

E. NDONG-ASSEKO
Libreville/Gabon

TOUT nuage noir se formant dans le ciel et annonciateur de pluie est un facteur de forte angoisse pour les habitants du quartier dit " Entrée Massala-Pk14 " (entre la route nationale et le quartier Bizango) dans le 1er arrondissement de Ntoun. Leur souci provient de ce qui leur tient de route. Une ancienne piste (légèrement élargie) que les pouvoirs publics avaient voulu moderniser afin de favoriser le déplacement de la population ainsi que le transport des biens, notamment le ravitaillement des quelques boutiques qui s'y trouvent.

Mais voilà : la volonté des pouvoirs publics s'est muée aujourd'hui en un véritable cauchemar. Pour n'être pas allé à son terme, le chantier a laissé une situation des plus épouvantables qui fait perdre leur sérénité à ses habitants. C'est que les espoirs suscités par les travaux de construction de cette route ont finalement fait place à une très grande désillusion. Aujourd'hui, il n'est plus possible de s'y déplacer aisément, tellement de grands bourbiers se sont formés sur ce linéaire de tout juste 700 mètres. L'entreprise OGC commise pour la réalisation de cette voie, après des mois de démarrage qui l'ont vu procéder à l'ensoleillement du tracé et à la pose des premiers caniveaux, a rangé son matériel. Les travaux de nivellement abandonnés ont favorisé l'émergence d'une fange qui rend le quartier inaccessible.



Tel est l'état de cette route dans toute sa longueur. A droite, on aperçoit les pavés fabriqués.

" Pour sortir d'ici, nous sommes obligés d'avoir deux tenues et deux paires de chaussures, puisque nous devons nous changer une fois sur la grande route ", explique un habitant. Par cette saison de pluies, la donne s'est compliquée.

" Quand il pleut, nos cœurs saignent, c'est trop dur ", ajoute un autre. Au début, le chantier avait fière allure. Devant être entièrement revêtu de pavés, ceux-ci avaient été fabriqués sur place, par milliers. Puis un beau matin, le chantier s'est arrêté, les engins retirés du site et la population plongée dans un grand désenchantement. Comme un rêve qui s'évanouit. Et ce, d'autant qu'à travers cette route, plusieurs commodités, telle que l'eau, devaient bénéficier aux habitants. À cet effet, indique Michel

Ndzébi, de la Coordination pour le développement du quartier (CDQ), " nous avons adressé des correspondances à la SEEG afin que leurs agents viennent déjà travailler pour éviter qu'à la fin des travaux ils ne détruisent la voie en intervenant après. Mais c'est resté lettre morte jusqu'à présent... "

Pour une partie de l'opinion, ces travaux commencés en juillet 2023, en pleine fièvre électorale, partaient avec un préjugé défavorable, puisqu'on les classait dans le registre des " projets électoralistes " dont la poursuite et la finition sont souvent sujettes à caution. Et l'interruption des travaux semble leur donner raison. Mais à quel niveau se situe le goulot d'étranglement à l'origine de l'arrêt du chantier ? Les habitants se posent cette question, eux qui (et c'est rare) ne pointent pas du doigt l'entrepreneur OGC qu'ils jugent " correct jusque-là ". En effet, malgré la suspension des travaux, le directeur général de l'entreprise, M. Abass, ne cesse de venir s'entretenir avec les notables du quartier, leur donnant l'espoir que le chantier pourrait bien reprendre. Mais à

une condition qui consiste au règlement des travaux par les pouvoirs publics.

" Nous avons obtenu ce chantier et avons accepté de le préfinancer à une certaine hauteur. L'État s'engageait

à nous payer une première tranche pour nous permettre de poursuivre. Jusque-là, nous n'avons rien reçu et c'est ce que nous attendons pour terminer ce chantier... ", explique M. Abass.

La route et d'autres besoins cruciaux

ENA
Libreville/Gabon

POUR les dirigeants de la CDQ rencontrés, il est clair qu'étant donné que " ces choses se sont passées sous le régime décrié dont nous avons connu la gouvernance quelconque, nos regards sont désormais tournés vers les nouvelles autorités nationales du CTRI (Comité pour la transition et la restauration des institutions) sur lesquelles nous fondons nos espoirs ".

Ils font une réelle fixation sur ces dernières pour voir ces travaux reprendre. D'autant qu'à travers cette route, de nombreux besoins sociaux vont être résolus, comme

l'amélioration de la desserte en eau et le fonctionnement de certaines structures telle que la seule école du quartier " Les Actes des Apôtres " qui ne peut plus être ralliée par les élèves (donc fermée) à cause justement du mauvais état de la route.

Mais ils souhaitent aussi l'ouverture d'un centre médical, d'une école et d'un marché public afin qu'ils soient autonomes dans ces secteurs importants. En raison de l'inaccessibilité des véhicules dans ce quartier, un habitant y a succombé des suites d'une fièvre, en dépit des efforts des parents de l'amener jusqu'à la route nationale par... brouette. C'est dire.